

Jubilé de porcelaine

Cécile MEBA annonce un
programme riche en couleurs

P.4



TPU, deuxième trimestre 2026

L'OTR a lancé les contrôles sur
toute l'étendue du territoire

P.6

43 OSC devant la CEDEAO



Plaidoyer ou
offensive anti-Togo?

P.3



Waraa

— LES VAINQUEURS —

HEBDOMADAIRE TOGOLAIS D'INFORMATIONS ET D'ANALYSES N° 0573 du 13 Août 2026 - Prix : 250 F CFA



Santé publique au Togo

**La politique
sanitaire se gagne
désormais en amont**

P.2

L'actualité continue sur le www.waraa.tg

Santé publique au Togo

La politique sanitaire se gagne désormais en amont

Vacciner avant l'apparition de la maladie, sensibiliser avant les comportements à risque, dépister avant les complications : au Togo, la prévention prend une place croissante dans la stratégie nationale de santé. Avec des investissements renforcés et une organisation territoriale mieux structurée, le pays entend passer d'un système essentiellement curatif à une politique sanitaire davantage tournée vers l'anticipation.

Longtemps, la politique sanitaire a surtout été associée à la prise en charge des maladies une fois celles-ci déclarées. Au Togo, cette approche évolue progressivement. Désormais, l'accent est davantage mis sur la prévention, considérée comme un levier essentiel pour protéger les populations, réduire les dépenses de santé et renforcer la résilience du système sanitaire.

Cette nouvelle orientation bénéficie de moyens conséquents. Pour 2026, le secteur de la santé dispose d'une enveloppe de 118 milliards de francs CFA, tra-

duisant la volonté des pouvoirs publics de consolider les capacités du système et de rapprocher les services essentiels des populations.

La vaccination, première ligne de défense

Chez les enfants, les efforts de prévention affichent déjà des résultats significatifs. Le Togo revendique un taux de couverture vaccinale de base supérieur à 90%, plaçant le pays parmi les États africains affichant de solides performances dans la protection des enfants contre les maladies évitables.

Au-delà des statistiques, les enjeux sont concrets : prévenir les épidémies, protéger les enfants dès leurs premiers mois et réduire, à terme, le recours aux traitements lourds. La logique est simple : investir en amont permet d'éviter des dépenses beaucoup plus importantes lorsque la maladie s'installe.

Cette philosophie guide également la lutte contre le paludisme, qui demeure l'une des principales menaces sanitai-

res dans la région.

Paludisme : miser sur l'anticipation

Face au poids du



paludisme sur les familles et les structures de santé, les autorités renforcent les dispositifs préventifs. La chimio-prévention saisonnière du paludisme figure parmi les principales stratégies déployées auprès des enfants durant les périodes de forte transmission.

L'objectif ne se limite pas à réduire le nombre de cas. Il s'agit également d'éviter les formes graves, de limiter les hospitalisations et les complications, tout en réduisant l'impact de la maladie sur le quotidien et les revenus des ménages.

Cette approche pré-

ventive s'inscrit dans une stratégie plus large qui concerne également les maladies tropicales négligées, dont la lutte

repose de plus en plus sur l'anticipation, la sensibilisation et l'intervention au plus près des communautés.

20 milliards de francs CFA pour renforcer les structures sanitaires

La prévention ne repose toutefois pas uniquement sur les campagnes de vaccination ou de sensibilisation. Elle passe aussi par la capacité des établissements de santé à détecter rapidement les problèmes et à assurer une prise en charge efficace.

Dans cette perspective, 20 milliards de francs CFA ont récemm-

ent été mobilisés pour renforcer les équipements de 150 formations sanitaires, en zones urbaines comme rurales. Cette modernisation vise notamment à améliorer les plateaux techniques, la continuité des soins et la traçabilité médicale.

Derrière les infrastructures renouvées et les nouveaux équipements se joue ainsi un enjeu majeur : disposer d'un système capable d'identifier plus rapidement les risques, de mieux suivre les patients et d'intervenir avant que les situations ne deviennent critiques.

Les agents communautaires au cœur du dispositif

Cette transformation s'appuie également sur l'organisation territoriale du système de santé. Le pays compte six régions sanitaires et 40 districts sanitaires, qui constituent l'ossature du déploiement des programmes de prévention et de sensibilisation.

Sur le terrain, les agents de santé communautaires jouent un rôle déterminant. Présents

Suite à la p 5

WARAA
Les Vainqueurs

Siège : Derrière EPP Kélégougan
Tél : 90-02-52-45
E-mail : micheltchadja@yahoo.fr
c/s Casier N° 087. 13 BP152
LOME-TOGO

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Michel Yao TCHADJA
(alias Ezi Akoma)

Cel : 90-02-52-45 / 22-32-92-57

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Pamphile S. NUMENYA

RÉDACTION

Ezi Akoma
Razak
Tchaa
Jack Nukunu

INFOGRAPHISTE

Pamphile S. NUMENYA

IMPRIMERIE

YANIDEL GROUPE

Tirage : 3.000 Exemplaires

Récapissé N° 0471/29/05/13/HAAC

Annonces et pubs
appelez le 90-02-52-45

Retrouvez
votre Journal
WARAA
Les Vainqueurs
chaque jeudi
dans les kiosques

Numéros Utiles

CHU Tokoin :	22-21-25-01
CHU Campus :	22-25-77-68
	22-25-47-39
	22-25-78-08
Commissariat Central :	22-21-28-71
Sûreté Nationale :	22-22-21-21
Pompiers :	118 ou 22-21-67-06
Gendarmerie (Secours et assistance)	172 ou 22-22-21-39
Police secours	117

43 OSC devant la CEDEAO

Plaidoyer ou offensive anti-Togo ?

43 organisations de la société civile (OSC) africaines ont adressé une lettre à la Commission de la CEDEAO à la suite de l'arrêt rendu par la Cour de justice de l'organisation communautaire sur la réforme constitutionnelle togolaise de mars 2024. Leur démarche relance le débat sur la portée de cette décision judiciaire et sur les suites politiques susceptibles d'être données au dossier.

Dans leur correspondance, les 43 OSC formulent plusieurs recommandations à l'endroit des institutions communautaires. Elles demandent notamment des mesures à l'encontre du Togo, parmi lesquelles des sanctions financières, une éventuelle suspension du pays de certaines instances de la CEDEAO ainsi que le retrait de certaines res-

pensabilités internationales confiées à ses dirigeants.

Cette initiative intervient dans un contexte de controverse autour de l'interprétation de l'arrêt de la Cour de justice de la CEDEAO relatif à la réforme constitutionnelle togolaise. Les organisations signataires estiment que la décision de la juridiction communautaire doit entraîner des suites de la part des institutions régionales.

Lomé conteste certaines interprétations

Les autorités togolaises défendent, pour leur part, une lecture différente de la décision judiciaire. Selon la position officielle de Lomé,

l'arrêt n'ordonne pas l'abrogation de la révision constitutionnelle adoptée en 2024 et ne prononce pas de sanction contre l'État togolais.

Le gouvernement considère également que

mulées par certains acteurs de la société civile.

La controverse dépasse ainsi la seule question juridique. Elle intervient dans un environnement régional marqué par des débats sur la souveraineté des

parmi les signataires de la lettre alimente notamment les discussions sur la stratégie à adopter face aux réformes institutionnelles du pays et sur la place de la société civile dans le débat politique.



Une réforme toujours en vigueur

Sur le plan institutionnel, la réforme constitutionnelle de 2024 demeure en vigueur. Le Togo continue par ailleurs de participer aux organisations internationales et régionales auxquelles il appartient, notamment la CEDEAO, l'Union africaine et les Nations unies.

La controverse porte donc moins, à ce stade, sur l'existence juridique de la réforme que sur l'interprétation de l'arrêt de la Cour de justice de la CEDEAO et sur les éventuelles conséquences politiques que pourraient en tirer les institutions régionales.

La lettre des 43 OSC met ainsi en lumière deux lectures divergentes du dossier. D'un côté, ses signataires demandent aux institutions communautaires de tirer des conséquences politiques et institutionnelles de la décision judiciaire. De l'autre, les autorités togolaises estiment que l'arrêt ne remet pas en cause la réforme constitutionnelle et ne constitue pas, en lui-même, une décision de sanction.

Les prochaines prises de position de la CEDEAO et des autres institutions concernées permettront de préciser les suites qui seront effectivement données à cette controverse.

États, l'avenir de la CEDEAO et les relations entre l'organisation communautaire et les pays de l'Alliance des États du Sahel (AES).

Le débat sur la position diplomatique du Togo

La politique étrangère du Togo constitue également un élément du débat. Lomé maintient des échanges avec les pays de l'AES, alors que les relations entre ces États et la CEDEAO restent marquées par de fortes tensions.

Pour certains observateurs, cette orientation diplomatique explique en partie la vigueur des critiques adressées aux autorités togolaises. D'autres estiment que les demandes formulées par les 43 OSC doivent être appréciées principalement à l'aune des principes démocratiques et des engagements communautaires.

La démarche de ces organisations suscite également des réactions au sein de la société civile togolaise. La participation de David Dosseh, figure connue de l'engagement citoyen au Togo,

certaines interprétations données à la décision vont au-delà de son dispositif. Pour les autorités, il convient donc de distinguer les conclusions de la juridiction communautaire des demandes de sanctions for-

Accès à l'eau potable

Un investissement de 9,84 milliards de FCFA dans le Grand Lomé

L'accès à l'eau potable reste un enjeu majeur dans le Grand Lomé. Pour améliorer durablement l'approvisionnement des populations, les autorités mettent en œuvre la deuxième phase du Projet d'amélioration de l'alimentation en eau potable de Lomé (AEP Lomé 2), financée à hauteur de 9,84 milliards de FCFA avec l'appui de l'Agence française de développement (AFD) et de l'Union européenne. Le projet vise à renforcer l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement en eau potable, de la production à la distribution, en passant par le stockage.

L'un des principaux objectifs de l'AEP Lomé 2 est d'accroître la capacité de production de 15



000 m³ d'eau potable par jour. Le projet prévoit également la construction de cinq châteaux d'eau dans des zones stratégiques du Grand Lomé. Ces infrastructures sont prévues à Zossimé, Alinka, Logoté/Sagbado, Attiéguou et Dangbessito. À Attiéguou, un premier château d'eau est déjà opérationnel. D'une capacité de

400 m³, il permet d'augmenter les réserves disponibles et de renforcer l'approvisionnement de plusieurs secteurs. À terme, le projet devrait permettre à plus de 200 000 habitants supplémentaires d'accéder à l'eau potable.

Pour atteindre cet objectif, plusieurs travaux sont prévus, notamment la réalisation

Suite à la p 4

Jubilé de porcelaine

Cécile MEBA annonce un programme riche en couleurs

« 20 ans au service des couples, de la culture, de la paix et de la cohésion sociale », c'est autour de ce thème que Cécile MEBA, l'une des voix incontournables de la musique togolaise va célébrer son jubilé de porcelaine. Les activités prévues pour marquer cette étape ont été dévoilées au cours d'une con-



Paris en décembre.

« L'ambition, c'est d'aller au-delà de nos attentes par la musique. C'est de guérir un cœur désespéré, aider les personnes dans le besoin besoin à travers les messages véhiculés par des chansons. Donner de l'espoir à un veuf, à une veuve ou à un enfant qui peut juste abandonner les cours à cause de 1 ou 2 cahiers. A travers mes productions de

films, j'envisage la paix dans les foyers. Je veux voir les conjoints heureux, parce qu'aujourd'hui, nous constatons des séparations prématurées au sein des foyers », a souligné la Diva de la musique togolaise.

WARAA



férence de presse le 8 août 2026 à Lomé. En attendant l'exécution du programme concocté pour la célébration, l'artiste a profité de la rencontre avec la presse pour rendre un vibrant hommage à son public, aux partenaires, à sa famille, aux artistes, aux acteurs culturels, aux influenceurs et à toute son équipe. C'était un moment convivial et plein d'émotion entre témoignages et partages d'expériences.

Au-delà de la célébration d'un simple anniversaire, Cécile MEBA et son équipe pensent rassembler les Togolais autour des valeurs qu'elle porte notamment le dialogue, le vivre ensemble, la solidarité, l'entraide, la promotion de la culture nationale et l'espérance portée par la

musique. L'évènement prévu sur plusieurs mois sera marqué par une tournée nationale et internationale. Il y aura la production d'un album anniversaire, la réalisation d'un film autobiographique retraçant les moments marquants de la carrière de l'artiste et l'édition de produits commémoratifs. Il est prévu des actions caritatives, des dons de vivres et de kits scolaires, des sorties sur le terrain qui donneront l'occasion aux jeunes artistes des villes de l'intérieur de partager la scène avec l'artiste Cécile MEBA.

L'artiste aura à rassembler au Palais des Congrès de Kara, les femmes, hommes et les couples issus des 15 cantons de la préfecture autour des échanges, des débats et des enseignements axés sur la communication au sein

du couple et le vivre-ensemble. Ce rassemble-

ment sera clôturé par un grand concert. Sur le plan international, la célébration se poursuivra le 5 septembre 2026 au Festival Kyena America Awards à Washington D.C, 26 septembre, à la soirée Haya-Haya en Caroline du Nord et en fin d'année, à la Soirée privée à New York puis à

Accès à l'eau potable

Un investissement de 9,84 milliards de FCFA dans le Grand Lomé

Suite de la p 3

de nouveaux forages, la construction de conduites d'adduction et l'extension des réseaux de distribution. Des interventions ont déjà été menées dans certaines zones, notamment à Agoè-Nord, à l'EPP Kotokoli Zongo et à Zossimé. Elles doivent contribuer à renforcer l'alimentation en eau de plusieurs quartiers et à connecter les nouvelles ressources aux infrastructures existantes. L'ambition est de disposer d'un réseau plus performant, capable de répondre à

la croissance démographique et à l'augmentation des besoins en eau dans l'agglomération.

Au-delà de l'augmentation de la production, l'AEP Lomé 2 accorde une attention particulière à la qualité de l'eau. Un laboratoire d'analyse de l'eau potable et des eaux usées a notamment été mis en service au centre de traitement de Cacavéli. Cette infrastructure doit permettre d'assurer un suivi régulier de la qualité de l'eau et de renforcer les contrôles sanitaires. Ainsi, l'AEP Lomé 2 ne se limite pas à la réalisa-

tion de nouvelles infrastructures. Le projet répond également à des enjeux sanitaires, sociaux et de développement.

Pour le Grand Lomé, le défi repose désormais sur trois axes essentiels : produire davantage d'eau, améliorer sa distribution et garantir sa qualité. Trois conditions indispensables pour assurer un meilleur accès à l'eau potable et accompagner durablement la croissance de la capitale togolaise.

WARAA

N° 0573 - Jeudi 13 Août 2026

Cybersécurité / Menaces

Le Togo muscle son bouclier numérique

Le Togo accélère sa riposte face à la montée des cybermenaces. Entre 2021 et 2024, plus de 333 000 incidents de cybersécurité ont été recensés et traités par l'Agence nationale de la cybersécurité (Ancy), traduisant à la fois l'ampleur croissante des attaques et le renforcement des capacités nationales de détection et de réponse.

À mesure que les transactions financières, les services publics et les activités économiques basculent vers le numérique, la cybersécurité s'impose comme un enjeu stratégique pour le Togo. Chaque plateforme connectée, chaque paiement électronique et chaque échange de données constitue désormais une cible potentielle pour les cybercriminels.

Les chiffres communiqués par l'Agence nationale de la cybersécurité illustrent cette nouvelle réalité. Le nombre d'incidents traités est passé de 39 168 en 2021 à 181 088 en 2024. En quatre ans, plus de 333 000 incidents ont ainsi été pris en charge par les structures nationales.

Cette progression ne signifie pas nécessairement que les attaques ont été multipliées dans les mêmes proportions. Elle témoigne également de l'élargissement des systèmes placés sous surveillance, de l'amélioration des mécanismes de détection et de la capacité accrue des autorités à identifier

La confiance, clé de voûte de l'économie numérique

Pour le gouvernement togolais, renforcer la cybersécurité revient d'abord à consolider la confiance dans le numérique. Administrations, banques, entreprises et opérateurs de services reposent désormais sur



des infrastructures interconnectées dont la moindre faille peut entraîner des perturbations importantes.

La détection précoce des menaces et la capacité à intervenir rapidement permettent de limiter les interruptions de services, de réduire les risques de fraude et de mieux protéger les données sensibles. Dans une économie de plus en plus digitalisée, la sécurité informatique devient ainsi un facteur de stabilité économique.

L'enjeu concerne également directement les citoyens. Vol de données personnelles, usurpation d'identité, piratage de comptes, escroqueries en ligne ou encore diffusion de contenus frauduleux font partie des menaces auxquelles les utilisateurs sont quotidiennement exposés.

À mesure que les paiements électroniques, les démarches administratives en ligne et les services numériques s'intègrent dans les habitudes, la protection des usagers devient donc une priorité. La cybersécurité ne relève plus uniquement du domaine technique : elle touche désormais à la vie quotidienne et à la confiance des populations.

Passer de la réaction à l'anticipation

La stratégie togolaise ne se limite toutefois pas à répondre aux attaques une fois celles-ci détectées. Le pays cherche progressivement à développer un dispositif davantage orienté vers la prévention et l'anticipation.

Veille permanente, détection des menaces, réponse rapide et coordination entre les différentes institutions constituent les principaux leviers de cette approche. L'ambition est de bâtir un environnement numérique capable de ré-

sister aux attaques, mais aussi d'identifier les vulnérabilités avant qu'elles ne soient exploitées.

Cette évolution accompagne la transformation numérique du pays. Alors que le numérique devient un moteur de modernisation des services publics et de l'économie, les autorités veulent éviter que cette dépendance croissante aux technologies ne se transforme en facteur de vulnérabilité.

Waraa

Un enjeu stratégique pour l'avenir

Les plus de 333 000 incidents traités entre 2021 et 2024 dressent un double constat : les menaces numériques prennent de l'ampleur, mais les capacités nationales de réponse progressent elles aussi.

Pour le Togo, l'enjeu est désormais de maintenir cette dynamique et de renforcer durablement la résilience de son écosystème numérique. Car protéger les infrastructures, les entreprises et les données, c'est aussi protéger les citoyens et préserver la confiance indispensable au développement de l'économie numérique.

Dans cette nouvelle bataille, la cybersécurité apparaît ainsi moins comme une dépense technique que comme un investissement stratégique dans la souveraineté numérique, la stabilité économique et l'avenir du pays.

Santé publique au Togo

La politique sanitaire se gagne désormais en amont

Suite de la

au plus près des populations, ils participent à la sensibilisation, au suivi des personnes vulnérables et à la remontée des informations sanitaires.

Leur travail bénéficie désormais davantage des outils numériques. La collecte et la transmission des données, le suivi des populations à risque et la diffusion de messages ciblés peuvent ainsi être réalisés avec davantage de rapidité et de précision.

De la stratégie aux habitudes

Au Togo, la prévention

tend donc à dépasser le cadre des politiques publiques pour devenir progressivement une culture sanitaire. Vacciner, consulter plus tôt, surveiller les facteurs de risque, adopter des comportements protecteurs et renforcer l'information des communautés sont autant de réflexes qui peuvent contribuer à réduire la pression exercée par les maladies sur les ménages et les structures de santé.

Le défi reste néanmoins de maintenir ces efforts dans la durée et

de garantir un accès équitable aux services préventifs sur l'ensemble du territoire.

Car, en matière de santé publique, la performance ne se mesure pas seulement au nombre de patients guéris. Elle se mesure aussi au nombre de maladies qui n'ont jamais eu l'occasion de se déclarer.

Au Togo, la nouvelle bataille sanitaire se joue donc de plus en plus en amont : prévenir aujourd'hui pour éviter de soigner demain.

La Rédaction

TPU, deuxième trimestre 2026

L'OTR a lancé les contrôles sur toute l'étendue du territoire

L'Office Togolais des Recettes (OTR) passe à la phase de contrôle. À compter du lundi 10 août 2026, l'administration fiscale procède à la vérification du paiement de la Taxe Professionnelle Unique (TPU) due par les transporteurs routiers, communément appelée « trimestre », sur l'ensemble du territoire national.

Dans un communiqué en date du 6 août 2026, le Commissaire Général de l'OTR, Yawa Tsègan, rappelle aux



contribuables concernés que le paiement de la TPU au titre du deuxième trimestre de l'année 2026 se poursuit

conformément aux dispositions de l'article 57 du Livre des Procédures Fiscales.

Ces opérations de

contrôle ont pour objectif de vérifier la régularité des paiements effectués par les transporteurs routiers assujettis à cette taxe. L'OTR invite donc les contribuables concernés à se mettre en règle avec leurs obligations fiscales afin d'éviter d'éventuelles difficultés lors des contrôles.

L'administration fiscale appelle, par ailleurs, les transporteurs à faire preuve de civisme fiscal et à collaborer avec les agents mobilisés pour ces opérations. Elle rappelle que le respect des obligations fiscales contribue au

bon fonctionnement du système fiscal et au financement des politiques publiques.

À travers ce contrôle, l'OTR entend ainsi s'assurer du respect des dispositions fiscales en vigueur tout en poursuivant ses actions de mobilisation des recettes publiques.

Le Commissaire Général Yawa Tsègan compte, à cet effet, sur la « collaboration et le civisme de tous » pour le bon déroulement de ces opérations sur l'ensemble du territoire national.

Waraa

Université de Datcha

Attention aux fausses informations

Le ministère délégué chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche appelle les étudiants, parents et partenaires de l'Université de Datcha à la vigilance face à la circulation de publications non officielles sur les réseaux sociaux.

En effet, depuis la nomination du président de l'Université de Datcha (UD), plusieurs publications, annonces et visuels présentés comme provenant de l'institution circulent sur les réseaux sociaux et diverses plateformes numériques. Ces contenus portent notamment sur les formations, les inscriptions et le fonctionnement de l'université. Dans un communiqué daté du 8 août 2026, le ministre délégué chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Professeur Gado TCHANGBEDJI, précise que ces publications ne constituent pas des communications officielles de l'Université de Datcha.

Le ministère indi-



que que toutes les informations relatives à l'organisation de l'Université, à l'ouverture des formations, aux modalités d'inscription, au recrutement ainsi qu'aux autres activités institutionnelles feront l'objet de communications officielles. Ces informations seront diffusées, en temps opportun, à travers les canaux officiels de l'Université de Datcha. Elles porteront notamment le logo officiel de l'établissement et seront accompagnées de sa signature institutionnelle, permettant d'en garantir l'authenticité.

Face à la multiplication des informations non vérifiées, le ministère invite donc le public à faire preuve de prudence et à ne se fier qu'aux informations diffusées par les canaux officiels de l'Université de Datcha. Il encourage également les usagers et les partenaires à contribuer à la lutte contre la désinformation en évitant de relayer des contenus dont l'origine n'est pas officiellement établie.

À travers cette mise au point, les autorités entendent ainsi prévenir toute confusion autour de la future Université de Datcha et garantir que les informations destinées au public soient communiquées dans un cadre officiel et authentifié.

La Rédaction

PHARMACIES DE GARDE Du 10 au 16 AOUT 2026

PHARMACIE BOULEVARD	22 21 65 49	Bd. Du 13 Janv. Doulassamé
PHARMACIE HANOUKOPE	70 49 96 63	Avenue de la Nouvelle Marche, Immeuble Radio
Kanal FM		
PHARMACIE CHATEAU-D'EAU	71 33 88 88	Av. Augustino de Souza, rés du Château d'eau de
BE		
PHARMACIE OLIVIER	22 27 04 34	01, Rue du Rotary club international angle Bd Felix
Houphet-Boigny 08 BP 8480 Lomé 08 TOGO		
PHARMACIE KODJOVIKOPÉ	22 21 89 90	Avenue Duisbour
PHARMACIE AVE MARIA	22 22 33 01	Face ENSF (Ecole Nationale des Sa es Fem-
mes) rés du CHU Tokoin		
PHARMACIE AMITIE	22 21 74 47	72 Av. des H drocarbures (SOTED)
PHARMACIE CAMPUS	96 80 08 85	ADEWI - Boulevard de la Kara à côté de UTB
PHARMACIE KLOKPE	96 80 10 03	Derrière la Foire Togo 2000
PHARMACIE PROVIDENCE	91 14 88 88 Bd. Jean Paul 11	
PHARMACIE UNIVERS-SANTE	22 61 81 43	Bd. GNASSINGBE E adéma, Cité OUA face à
l'entrée du CHU-CAMPUS		
PHARMACIE AEROPORT	22 26 21 22	Rte de l'Aéroport SITO
PHARMACIE INTERNATIONALE	22 26 89 94	Sise Marché de Hédranawoé "Assiyéyé", Bou-
levard du Haho		
PHARMACIE DES LILAS	96 16 55 89	123HDN, 07 Route de Kégué Boulevard Jean Paul
11 prolongé		
PHARMACIE UNION	22 27 71 64	Bd Malfakassa, face crémèrie BAMUDAS - BE
KPOTA		
PHARMACIE LE PROGRES	70 45 86 55	Grd contournement, face EPPL Universelle, non
loin de la Gendarmerie d'AHADZI-Kpota		
PHARMACIE ADIDOGOME	22 51 18 91	Face au cam 2ème RI d'Adidogomé
PHARMACIE SILOE	90 80 26 39	Carrefour Afiak Apedoké Atigangomé
PHARMACIE ACTUELLE	90 61 46 44	Route de Sègbé, Quartier Sagbadé - Adidogomé
PHARMACIE SEGBE	92 59 49 35	Sègbé tzanvi, près de l'EPP et du CEG Sègbé
PHARMACIE WASTINE	92 61 17 00	Adidogomé lotgè, à 400m du carrefour lotgè sur
la route menant au quartier Lankouvi		
PHARMACIE DJIDJOLE	22 26 56 22	DJIDJOLE
PHARMACIE ST JOSEPH	22 25 74 65	Bretelle BE KLIKAME
PHARMACIE VIGUEUR	22 51 63 30	Rue 267, AGBALEPEDDONG, Kilimandjaro
PHARMACIE MILLENAIRE	70 21 31 97	Face réserve de la gendarmerie d'Agôè-Nyivè,
sur la route de 50m à 300m du côté Nord		
PHARMACIE DIEUDONNE	70 44 84 59	AGOE-TELESSOU NON LOIN DE LA STATION
CAP		
PHARMACIE OSSAN	70 40 44 25	Carrefour AVEDZI, face Ets LA LIMOUSINE
PHARMACIE APOLLON	93 50 42 55	Avédji, Face complexe scolaire Makafai - Non
loin du carrefour des hirondelles		
PHARMACIE YESHUA	98 77 21 53	AGOE Vaskpositto vers l'Ecole NDE, entre le CMS
Mur et le CMS Maranatha		
PHARMACIE CLEMENCE	70 19 35 35	Rte de la Cour d'Appel, entre l'Agence CEET Agôè
et l'Ecole privée La Source		
PHARMACIE ST MICHEL	22 51 70 22	Située à Agôè-Nyivè entre la Brasserie BB et
l'espace Télécom		
PHARMACIE ST ESPRIT	70 40 29 06	Sur la bretelle Agôè-Nyivè Kégué, Face au CEG
Agôè-Est		
PHARMACIE TAKOE	91 55 18 04	Avant la station CAP ESSO de Zon o (côté op-
posé)		
PHARMACIE ZONGO	70 49 96 55	To blié é carrefour Hermann entre Orabank et la
station Sami Togblékopé		
PHARMACIE ASSURANCE	93 08 76 76	Aditèkopolé, National NO1, non loin du marché
PHARMACIE DIVINA GRACIA	93 83 91 0	Quartier Agôè-Fiovi Carrefour Bafofa-Bafofa
PHARMACIE LA BARAKA	90 17 49 28	Agôè LOGOPE, non loin de l'ECOLE LA
BRUMERE A PROXIMITE DU CAMP GP		
PHARMACIE ALTA	22 25 94 47	AGOE Anonkui Route Mission Tové en face du
Centre Culturel Loyola		
PHARMACIE LA MAIN DE DIEU	93 40 21 21	AGOE ASSIYEYE non loin de l'église des As-
sestées de Dieu (Temple Galilé)		
PHARMACIE SANGUERA	70 42 80 80	Près du lycée Sanguera
PHARMACIE SAG'BIBA	91 83 87 83	AGOE-Nanègbe à côté de la station T-Oil
PHARMACIE LA SHEKINAH	93 33 92 05	AGOE-NYIVÈ QrtAtonmé carrefour Amadenta
PHARMACIE NELLY'S	92 01 11 00	Klémè Agokpanou, non loin du château d'eau, sur
la voie de Sègbé à Sanguera		
PHARMACIE OBSERVANCE	22 50 48 60	SOGBOSSITO, en face de la station Total Ener-
gies à Côté du Camp BIR		
PHARMACIE M'IBA	70 27 81 81	Agôè-Légbassito. Route de Mission Tové, 300
mètres après le marché de Légbassito		
PHARMACIE TRIOMPHE	93 25 80 36	Quartier Bokpokor, Route contournement, 300m de
carrefour kpala		
PHARMACIE HYGEE	99 27 36 36	Face Lycée ublique de Baguida sur la rte
d'Anakopé		
PHARMACIE VERSEAU	90 01 90 29	Près de la maison Bateau Baguida
PHARMACIE LUMEN	70 41 68 36	DJAGBLE, En face de l'EPP (Plakomé)
PHARMACIE SAINTE MARIE	92 85 97 94	DJAGBLE, Non loin du marché d'Avéti (Adja
Adoté-kopé)		

A partir du 1^{er} janvier 2016

**EXIGEZ
LA QUITTANCE
SÉCURISÉE
POUR PLUS DE
TRANSPARENCE
DANS LA COLLECTE
MANUELLE DES
RECETTES DE L'ÉTAT**



FÉDÉRER POUR BATIR
www.otr.tg

ASSURANCE MALADIE
UNIVERSELLE | **AMU INAM**

8220
devient un
numéro vert

- 
- Informations
 - Conseils
 - Réclamations
 - Plaintes

Contactez-nous



8220

Appels désormais gratuits

INAM, toujours à votre écoute !